

Les togolais appelés à se lever contre les élections du 20 décembre



Le mouvement les forces vives « Espérance pour le Togo » s'est indigné jeudi devant la presse au sujet des dernières décisions contenues dans le communiqué des facilitateurs de la CEDEAO. L'organisation a traité le silence de la CEDEAO d'incompréhensible, surprenant et complice. Le mouvement dirigé par le père Pierre-Marie Affognon appelle l'ensemble des togolais à se lever contre les élections du 20 décembre.

Pour les responsables des forces vives « Espérance pour le Togo », le silence de la CEDEAO devant le processus électoral en cours est un silence incompréhensible, fort surprenant, susceptible d'être taxé de silence complice.

« Ce groupe d'institutions ne s'émeut guère lorsque des citoyens perdent leur vie, sont sauvagement molestés par des milices, mais se permet d'indiquer aux partis politiques dont sont membres certains de ces citoyens, l'attitude à adopter dans les circonstances présentes », s'est indigné l'organisation.

Le mouvement qui affirme avoir cru en un dénouement de la crise avec le dernier déplacement de la Coalition de l'opposition à Conakry, regrette que la CEDEAO n'ait rien pu faire pour un dénouement heureux de la crise.

« Le Togo est en danger, puisque la CEDEAO semble entériner le processus mis en route par le Gouvernement avec trois journées supplémentaires de recensement pour aller vers des élections coûte que coûte le 20 décembre 2018 », affirment les responsables de « Espérance pour le Togo ».

Le mouvement chapeauté par le père Pierre-Marie Affognon indique que « Tenir des élections dans les conditions actuelles ne peut qu'ouvrir la voie à des troubles dans le pays.

« Ainsi, des élections organisées dans de telles conditions vont ouvrir la porte à des troubles liés à la contestation des résultats alors que les mesures d'apaisement qui nous semblaient un préalable indispensable à tout processus électoral n'ont pas été menées à terme », lit-on dans la déclaration de l'organisation.

Les forces vives comptent tout mettre en œuvre pour briser le cycle infernal d'élections, contestations, répressions, négociations, élections...

{loadmoduleid 210}

Ainsi, elles estiment que la CENI présidée par Kodjona Kadanga, ne peut pas offrir des élections transparentes et démocratiques.

« Au regard des articles 12 et 14 du code électoral, elle n'a pas d'existence légale et tout ce qui a été accompli par elle jusqu'à présent a été fait dans la plus grande irrégularité et illégalité. Et organiser des élections dans les conditions actuelles est inacceptable pour le Togo dans la mesure où aucune des réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales n'est faite », indique la déclaration.

Pour finir, le mouvement appelle les togolais à se lever non

dire non au processus de recensement en cours, dire non à des élections le 20 décembre 2018.